



“ModuloToit”, des friches habitées

REPORTAGE

À l'heure de la loi logement, un nouveau type d'habitat social pour les plus précaires a vu le jour, au nord de Paris, sur des terrains inutilisés.

par **Frédéric Niel** & photos **Nicolas Lascourvères**

L'ALLAÏT Y penser... Lorsqu'une association crée un centre d'hébergement d'urgence (CHU), elle est souvent confrontée à deux obstacles : le coût du foncier et l'hostilité des riverains. Or, en Seine-Saint-Denis, où les terres sont rares et chères, l'association Abri a constaté que beaucoup de terrains libres étaient gelés dans l'attente de projets immobiliers. Dans l'intervalle, qui peut durer des années, pourquoi ne pas y implanter un habitat temporaire mais confortable ? Son projet pilote, baptisé ModuloToit, a ouvert en février dernier, dans

la ville d'Aubervilliers. Il s'agit d'un véritable petit village en éléments préfabriqués, implanté sur une friche réhabilitée et mise à sa disposition par les collectivités locales. Lorsqu'il faudra libérer le terrain, éric un an en théorie, les appartements seront démontés et démontagés sur un autre lieu d'accueil temporaire. Bref, un logement durable car nomade !

Un sentiment de liberté

Pres de 70 personnes, dont 25 enfants, se partagent une quinzaïne de maisonnettes de 56 m² chacune, disposées entre la rue et le mur de briques d'une vieille usine. Mères

isolées, handicapées, personnes âgées, migrants, expulsés y trouvent un havre paradisiaquement un peu moins précaire qu'ailleurs. Chacun possède la clé de son appartement, comme dans n'importe quel CHU ou hôtel social. Mais aussi la clé de la grille d'accès à l'ensemble, sur la rue. « Cela fait une grande différence pour ces personnes fragiles, qui se sentent ainsi plus libres, davantage chez elles, souligne Emille Prieu, responsable de ModuloToit. Elles peuvent cuisiner, ne sont pas stressées par des horaires d'entrée et de sortie contraignants. » Il y a même des pièces communes pour aider aux devoirs scolaires, une buanderie avec quatre lavalinge à 1 et la lessive et une salle polyvalente pour des activités manuelles : aujourd'hui, la confection de lanternes pour un défilé d'automne.

« On est bien ici, sourient Rada et Constantin, Roumains arrivés en France en 2010. Pour nos cinq enfants, âgés de 3 à 12 ans, c'est mieux que

Les hébergements pensés par l'association Abri permettent à des populations précaires de se poser enfin, comme Rada, Constantin et leurs enfants.

le bidonville. Souvent, la police nous chassait et nous devions reconstruire nos abris ailleurs. » Rada, étalante en robe fuchsia, a décoré chaque pièce avec des bouquets baroloisés artificiels. « A l'hôtel, sous le régime de l'hébergement d'urgence dépendant du Samu social, nous n'avions pas le droit de décorer la fenêtre avec des fleurs, d'avoir beaucoup de bagages ni de recevoir de visites », souligne-t-elle. Ici, le couple a planté de vraies fleurs sous la fenêtre de la façade. Tout un symbole... Constantin travaille pour l'association Emmaüs-Coup de main à Pantin, la ville voisine. Bénéficiant d'un vrai salaire de 860 € par mois, il a pu faire une demande de logement

UN BON CALCUL FINANCIER

L'opération ModuloToit a coûté 1,8 million d'euros, dont 1 million pour le bâtiment réutilisé, précise Gérard Barbier, délégué général du groupement associatif Abri. Chaque place créée a coûté 31 924 €, soit 20 000 € de moins que pour une construction neuve fixe en béton. Quant au coût de fonctionnement annuel, il s'élève à 13 000 € par résident et comprend les salaires d'un gardien logé sur place et d'une

social. En attendant, il participe ici au loyer, comme c'est la règle, en versant 10 % de ses ressources.

Dans le module voisin, quatre femmes se partagent les chambres et la cuisine commune. Une jeune maman, arrivée enceinte de Madagascar en mars, berce son bébé en

demi-douzaine de travailleurs sociaux. De leur côté, les services du 115, qui assurent un hébergement en hôtel social pour environ 8 000 personnes en Seine-Saint-Denis – un record en France –, versent 77,80 € par nuit et par personne, soit près de 6 500 € par an. « Un coût moindre, mais qui n'intègre ni l'encadrement ni l'aide permettant, à long terme, de sortir ces gens de la précarité », insiste Gérard Barbier.

expliquant : « Avant, je craignais de devoir quitter l'hôtel social du jour au lendemain si le "115" l'exigeait. Ici, j'ai signé un contrat de trois mois et on m'a assuré que je pourrais rester plus longtemps. » Grâce à cette solution provisoire mais maligne, elle peut enfin se projeter dans l'avenir. ●

Illustration fond : © Rik49 / 1234.com, © Denis Pichon / 1234.com, Photo d'auteur : © Pascalito



“ Et si le pardon était la plus douce des vengeances ? ”

Albin Michel